

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Oui, monsieur l'Orateur, comme je l'ai annoncé à maintes reprises, nous prévoyons, de fait, présenter un projet de loi visant à réviser le régime des allocations familiales mais je ne vois pas qu'on puisse le faire adopter à temps pour qu'il puisse prendre effet en septembre.

* * *

LES FINANCES

LA POLITIQUE FISCALE ET MONÉTAIRE ET LA RELANCE DE L'ÉCONOMIE DES PROVINCES ATLANTIQUES

M. Walter C. Carter (Saint-Jean-Ouest): Ma question supplémentaire fait suite à celle de mon collègue le député de Saint-Jean-Est, à l'adresse du ministre des Finances. Le ministre partage-t-il l'avis du Conseil économique des provinces atlantiques, savoir que la région atlantique participera au redressement général de l'économie canadienne avec un décalage considérable de deux ans. Aussi, le gouvernement songe-t-il à des mesures fiscales et monétaires qui y stimuleraient l'activité?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Je pense que le ministre peut répondre brièvement à cette question. Elle a assez d'envergure et, elle exigerait normalement une déclaration d'ordre général. Si le ministre veut bien être bref, il aura la parole.

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, nous estimons que le programme d'expansion régionale aide particulièrement les provinces atlantiques, et j'étudie les rapports du Conseil.

LA QUESTION DE MESURES BUDGÉTAIRES SPÉCIALES POUR RELANCER L'ÉCONOMIE DES PROVINCES ATLANTIQUES

M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Lancaster): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire. Étant donné le rapport très déprimant et très pessimiste du CEPA, le ministre serait-il disposé, même s'il est déjà tard, à conférer avec des représentants distinctifs des provinces atlantiques, afin de présenter dans le budget des mesures spéciales qui remédieraient à un problème aussi désespérant?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Lorsque divers citoyens me demandent de conférer avec eux avant la présentation du budget, j'essaie d'ordinaire de les accommoder, surtout s'ils viennent des gouvernements de ces provinces.

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE ET LA POLITIQUE FISCALE ET MONÉTAIRE

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Cette question se rapporte à ma question supplémentaire mais s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. Compte tenu de la déclaration faite hier soir sur le réseau national de télévision par le distingué et savant honorable député de Duvernay selon laquelle...

[M. Marshall.]

Des voix: Bravo!

M. McGrath: ...les politiques économiques gouvernementales ne sont pas convenablement coordonnées au sein du gouvernement et comme c'est particulièrement le cas des politiques d'expansion régionale du gouvernement, le ministre peut-il nous assurer qu'il fera le nécessaire pour que les politiques de son ministère soient convenablement coordonnées avec les politiques fiscales et monétaires du gouvernement?

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, je crois que le député applique actuellement un jugement identique à celui qu'il appliquait à M. Kierans lorsqu'il dirigeait les Postes.

Des voix: A l'ordre.

L'hon. M. Marchand: Nous pouvons dire à la Chambre que nos politiques sont coordonnées.

* * *

LA JEUNESSE

LE PROGRAMME PERSPECTIVES-JEUNESSE—LA QUESTION DES CRÉDITS—L'EXPLICATION DES REFUS

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Ma question s'adresse au secrétaire d'État. Compte tenu du grand nombre de demandes de participation au programme Perspectives-Jeunesse, le ministre peut-il nous dire s'il est parvenu à obtenir des fonds supplémentaires pour ce programme?

[Français]

L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État): Pas encore monsieur le président.

[Traduction]

M. Nystrom: Le ministre peut-il nous dire si on a fait parvenir des avis de refus à certains requérants et, dans l'affirmative, leur a-t-on indiqué quels critères ils ne satisfont pas.

[Français]

L'hon. M. Pelletier: Non, monsieur le président. A ma connaissance, tout ce qui a été expédié jusqu'ici, c'est un très petit pourcentage de bonnes nouvelles aux promoteurs de quelques projets déjà acceptés.

LE PROGRAMME PERSPECTIVES-JEUNESSE—LA RÉDUCTION DU PROGRAMME ESTIVAL D'ENTRAÎNEMENT DE LA MILICE

[Traduction]

M. A. D. Hales (Wellington): Une question supplémentaire pour le secrétaire d'État, monsieur l'Orateur. Étant donné que le programme d'entraînement d'été de la milice, qui avait remporter un franc succès l'an dernier, a dû être réduit de moitié à cause du manque de fonds, le ministre songera-t-il à transférer certains fonds de son ministère pour que ce cours puisse se poursuivre?